

4 Économie

Conseil d'administration de la Société nationale du logement social... Les travaux de Bikelé pourraient reprendre dans trois semaines

Willy NDONG

Libreville/Gabon

LE conseil d'administration de la Société nationale du logement social (SNLS) s'est réuni, le mercredi 20 décembre dernier, au siège de l'entreprise, sis à Nombakélé, sous la présidence de Ambroise-Germain Banas, en homme d'expérience, a sollicité auprès de la Cour des comptes, un audit organisationnel, administratif, comptable et financier de la SNLS. « Afin d'avoir, dans le futur, une entreprise viable, conformément à l'ambition du président Ali Bongo Ondimba qui souhaite voir cette entreprise remplir le

rôle qui est le sien. A savoir, offrir à chaque Gabonais un logement décent et à moindre coût», a-t-il indiqué. A propos du plan de redressement proposé par le directeur général, Joël Mbiamany Ntchoreret, au conseil d'administration, qui l'a approuvé, il ressort qu'après vérification et suite aux différentes négociations de la direction générale auprès des banques et autres fournisseurs, la dette de la SNLS a été revue à la baisse. « Il fallait, dans un premier temps, faire l'état des lieux de l'entreprise. A notre arrivée, nous avons trouvé une dette de 50 milliards de francs. A l'intérieur de celle-ci, nous

nous sommes rendus compte qu'il y avait des surfacturations, des surcoûts, des contrats fictifs, en plus de l'arrêt des travaux de construction des logements de Bikelé. Après vérification et moultes négociations avec les banques, cette dette est passée de 50 à 15 milliards de francs. Ainsi, pour nous, le plan de redressement de l'entreprise passe par l'assainissement de sa dette», a affirmé Joël Mbiamany Ntchoreret. Concernant la reprise des travaux de construction des logements de Bikelé, le directeur général s'est voulu confiant: « Nous avons entamé des négociations avec la Caisse des dépôts et consignations

(CDC) pour la reprise des travaux du chantier de Bikelé. Le directeur général de cette structure a donné son accord de principe pour la reprise des travaux. Et si tout va bien, ceux-ci pourraient reprendre dans trois semaines», a-t-il indiqué. Selon toujours le directeur général, le mandat de gestion des logements Alhambra leur a été retiré par la tutelle. Or, il se trouve que ces logements constituaient une source de revenus non négligeable pour cette entreprise. Face à cette situation, comment la SNLS, sans ressources financières, fonctionne-t-elle et avec quelle ambition ?

... et du Conseil gabonais des chargeurs (CGC)

5,568 milliards de francs de budget prévisionnel pour 2018



Le DG du CGC, Liliane Nadège Ngari et le PCA, Luccheri Gahila lors des travaux.



Les administrateurs du CGC réunis en session ordinaire de leur conseil, le mercredi 20 décembre.

L.R.A.

Libreville/Gabon

Si 2017 a été une année plutôt difficile, les administrateurs tablent sur des hypothèses favorables d'une reprise des activités économiques l'année prochaine. Le CGC devant poursuivre certains projets d'investissements, qui participent directement à la mise en œuvre du Plan de relance économique.

LES administrateurs, re-

présentants de l'Etat, et les opérateurs économiques, partenaires du Conseil gabonais des chargeurs (CGC), étaient récemment réunis en session ordinaire du conseil d'administration au siège social de cet organisme, sis au centre ville. Présidé par Luccheri Gahila, ledit conseil d'administration a porté sur la présentation du rapport d'activités 2017; l'examen et l'adoption du projet de budget 2018, ainsi que des questions diverses. Concernant le projet de

budget 2018, celui-ci s'élève à 5 568 047 930 francs CFA. Soit une hausse de 3,20% par rapport à 2017. Les prévisions qui le sous-tendent reposent sur des hypothèses favorables d'une reprise des activités économiques l'année prochaine. Le CGC devant poursuivre certains projets d'investissements, qui participent directement à la mise en œuvre du Plan de relance économique. « Le dynamisme de la direction générale nous a permis d'engager des ac-

tions, notamment en créant des points de taxes permettant de récolter quelques frais. Autant de choses qui ont favorisé cette augmentation», a dit Lucheri Gahila. Du rapport d'activités établi par le directeur général (DG), Liliane Nadège Ngari, l'on retient que 2017 a été une année difficile, marquée par les conséquences de la crise économique et financière qui frappe le Gabon. « Le CGC s'est, néanmoins, investi pour contribuer à la performance de la chaîne

de transport de fret multimodal et venir en appui aux chargeurs», a souligné Mme Ngari. Qui énumère, entre autres, la poursuite du déploiement sur les modes de transport terrestre et aérien, à travers l'ouverture des postes et bureaux (aéroport international de Port-Gentil, postes d'encadrement du trafic routier à Abba Meba et à Bibass dans la province du Woleu-Ntem); le lancement de l'Observatoire national des transports et de fret (ONTF).

Brèves

Cémac/ La Beac lance un dispositif d'apport de liquidité d'urgence aux banques des six Etats membres

Le Comité de politique monétaire (CPM) de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (Beac) a adopté, le 19 décembre 2017, à Yaoundé (Cameroun), «la décision portant sur le cadre général du dispositif d'apport de liquidité d'urgence aux établissements de crédit» des six pays membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac). Mais, a révélé le Tchadien Abbas Mahamat Tolli, qui préside aux destinées de l'institution d'émission des six pays de la Cemac que sont le Cameroun, le Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale, le Tchad et la République centrafricaine, avant même la validation de ce cadre général, la Commercial Bank Tchad (CBT) avait déjà bénéficié des bienfaits de ce nouveau dispositif, à travers la mise à disposition d'une enveloppe de 11 milliards de francs Cfa, par la Beac.

Guinée/ Le FMI approuve un accord triennal au titre de la FEC pour un montant global de 170 millions \$

Le Conseil d'administration du FMI a approuvé, le 11 décembre dernier, un accord triennal au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) en faveur de la Guinée. D'un montant de 120,488 millions de droits de tirages spéciaux (DTS), soit environ 170,1 millions \$, et équivalent à 56,25% de la quote-part de la Guinée, ce programme appuyé par la FEC vise à favoriser une croissance plus forte et plus inclusive, à diversifier l'économie guinéenne et à réduire la pauvreté.

Rassemblées par W.N.

CHANGEMENTS	COURS INDICATIFS DES DEVICES EN DATE DU 22/12/2017			FIXING		VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSISERS		
	DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA		en date du		
XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxx	xxxxx	1 EUR	655,957	CAC 40	22/12/2017	5 357,85	
USD	1,1859	1USD =	553,130	1 USD	572,490	DOW JONES	22/12/2017	24 789,32		
CAD	1,5184	1CAD =	432,005	1 CAD	455,266					
JPY	134,5900	1JPY =	4,874	100 JPY	506,810					
GBP	0,8876	1GBP =	738,998	1 GBP	771,466					
CHF	1,1725	1CHF =	559,452	100 CHF	58 653,51					
ZAR	15,0858	1ZAR =	43,482	100 ZAR	4 521,58					
MAD	11,1662	1MAD =	58,745	1 MAD	61,09					
CNY	7,8092	1CNY =	83,998	1CNY	86,52					
KES	121,1400	1KES =	5,415	1KES	5,58					

**BRENT (IPE) US Dollars/Baril
22 Decembre 2017: 64,31**

Union Gabonaise de Banque
SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>